

ÉCRIT : tronc commun

I – Littérature

- 1 – William Shakespeare. *Twelfth Night; Or, What You Will* [c. 1601]. (Edited by Keir Elam). Londres, Bloomsbury Publishing (The Arden Shakespeare Third Series), 2008.
- 2 – Charlotte Lennox. *The Female Quixote* [1752]. (Edited with Notes by Amanda Gilroy and Wil Verhoeven. Introduction by Amanda Gilroy). Londres, Penguin (Penguin Classics), 2006.
- 3 – Nathaniel Hawthorne. *Nathaniel Hawthorne's Tales*. (Edited by James McIntosh). New York, Norton (Second Norton Critical Edition), 2013 [12 November 2012].
- 4 – Anonyme. *Sir Gawain and the Green Knight* [c. 1400]. (A New Verse Translation by Simon Armitage). Londres, New York, Norton, 2008 ; et le film *The Green Knight*, réalisé par David Lowery, 2021.
- 5 – T.S. Eliot. *Collected Poems 1909-1962*. Londres, Faber, 1963. Du début (*Prufrock and Other Observations*) jusqu'aux *Unfinished Poems*.

N.B. Mêmes éditions pour l'écrit et l'oral.

II – Civilisation

1 – Mouvements protestataires, contestations politiques et luttes sociales en Grande-Bretagne (1811-1914)

Depuis plusieurs décennies, l'historiographie s'est largement intéressée à l'histoire des mouvements protestataires et des luttes sociales menées en Grande-Bretagne au XIX^e siècle. L'histoire ouvrière, l'histoire dite « par le bas » (*history from below*) ou « populaire » (*people's history*), l'histoire des femmes et du genre ou encore l'histoire de l'empire et de la colonisation, ont, de façon souvent complémentaire, remis en question le récit, construit par l'historiographie whig, d'une nation apaisée, se tenant à l'écart des révolutions du continent et résolvant les conflits par sa culture du compromis. Une autre histoire émerge alors, faite de combats oubliés et de futurs non advenus, de minorités agissantes et de figures résistantes, de contestations de l'ordre social et politique. L'histoire du XIX^e siècle est ainsi façonnée par ce qui fait ici le cœur du sujet : les contestations politiques, les luttes sociales, les combats s'inscrivant dans une perspective d'émancipation plus générale. L'étude de ces multiples mouvements, de nature et de teneur variées, s'étendra sur la période entre 1811, avec le luddisme dans le contexte des guerres napoléoniennes, et 1914, quand l'entrée dans la Première Guerre mondiale met fin à un important mouvement de grèves et de mobilisations politiques.

Si les grandes lignes de l'histoire politique et sociale du pays devront être connues, six thématiques connexes seront tout particulièrement abordées.

Une première thématique est celle du **radicalisme politique et de la « plateforme de masse » (1815-1832)**, une culture contestataire souvent exprimée par le biais de rassemblements publics en plein air. Puisant à la fois dans la culture ouvrière de la Révolution industrielle et dans un héritage révolutionnaire tant national qu'international, ce mouvement met en avant un programme de réforme électorale centré sur le suffrage universel masculin, alors que le corps électoral est restreint. On s'intéressera aux différentes mobilisations des radicaux après la fin des guerres napoléoniennes, au grand rassemblement de St. Peter's Fields à Manchester en 1819 et au massacre dit de « Peterloo », à la place qu'y occupent les femmes, ainsi qu'aux réponses des autorités. On abordera aussi les rapports parfois complexes entre le mouvement pour l'amélioration de la condition ouvrière et celui contre l'esclavage. On se penchera enfin sur les mobilisations de la crise de 1830-1832, alliant classes populaires et moyennes dans les sociétés pour la réforme parlementaire, contre le monopole politique des grands propriétaires fonciers, des Lords et des Tories.

Un second axe concerne le **mouvement chartiste (1838-1858)**, qui a fait l'objet d'un important renouvellement historiographique. Après 1832 et les déceptions suscitées par la réforme électorale et par le nouveau parlement, avec l'adoption de la nouvelle loi sur les pauvres en 1834, un mouvement de masse se développe, centré sur le suffrage universel masculin et la démocratie, et étendant ses revendications au travail, à l'éducation, à la tempérance ou à la réforme agraire. On s'intéressera en particulier au répertoire de l'action chartiste, à la sociologie et à la géographie du mouvement, aux rapports entre la base et les dirigeants, aux

aspects culturels et familiaux du chartisme, à la place des femmes au sein du mouvement, aux journaux et à ce que le chartisme a représenté comme transformation de la culture radicale.

Un troisième axe portera sur **les luttes pour le suffrage des femmes (années 1850-1914)**. Si le suffrage masculin s'étend progressivement en 1867 et 1884, les femmes n'ont pas le droit de vote avant 1918, voire 1928. Là aussi, on étudiera les différentes organisations et personnalités concernées, ainsi que les dynamiques, les formes du militantisme, les répertoires de l'action des suffragistes et des suffragettes. Il semble pertinent d'allier à cette réflexion une mise au point sur les autres combats autour de la condition des femmes y compris l'accès aux professions, la lutte contre les violences conjugales, ou l'opposition aux lois sur les maladies contagieuses. Certaines de ces campagnes, sans pour autant s'apparenter à de véritables mouvements, contribuent à faire avancer la cause des femmes au cours de la période étudiée.

Une quatrième thématique concerne **les luttes ouvrières et syndicales**. On s'intéressera notamment aux formes précoces de l'organisation ouvrière et à la jeunesse du trade-unionisme, jusqu'en 1850, avant la consolidation de syndicats de métiers (années 1850-1880) puis de syndicats regroupant des ouvriers non-qualifiés (1880-1914), et enfin celle du Parti travailliste. Les formes de la lutte ouvrière, depuis les bris de machines des luddites (1811-1816) en passant par les émeutes agraires (*Swing Riots*, 1830-1832), les grèves de travailleurs « non qualifiés » au tournant des années 1890, jusqu'à la grande vague de grèves des années 1910-1914, seront analysées. Les liens internationaux des organisations seront également abordés, en portant une attention particulière à l'Association internationale des travailleurs (1864-1872), à l'Internationale ouvrière (1889-1914), ainsi qu'aux circulations militantes et aux solidarités transnationales.

En lien avec la question des luttes ouvrières et syndicales, on se penchera, dans un cinquième axe, sur **l'émergence et les transformations du socialisme**. Tout au long de la période étudiée, en réaction aux ravages sociaux du capitalisme industriel et financier, des contestataires de l'ordre établi ont réfléchi à une autre organisation sociale. Si avec Robert Owen le socialisme britannique puise ses origines dans la philanthropie plutôt que dans le mouvement ouvrier, il lui a ensuite souvent été lié. Quelles formes ont pris les projets de société ? On s'intéressera à la dimension théorique de ces réflexions, mais surtout aux dynamiques, au militantisme, à l'influence des organisations socialistes, ou encore syndicalistes révolutionnaires, en lien avec les luttes ouvrières au début du XX^e siècle.

Enfin, tout au long du XIX^e siècle, la Grande-Bretagne construit un Empire colossal. Cette expansion impériale est critiquée, voire contestée, par des minorités en métropole. Nous nous intéresserons, dans un sixième axe, au **mouvement pour l'abolition de l'esclavage** qui atteint son apogée pendant les années 1820 et 1830, ainsi qu'au **soutien métropolitain apporté aux luttes nationalistes des pays colonisés** (Inde et Irlande, par exemple) qui prennent de l'ampleur à la fin du XIX^e siècle. Les mouvements d'opposition à la guerre des Boers, la formation d'une gauche anti-impérialiste et de courants pacifistes au début du XX^e siècle seront également examinés.

Sur chaque thématique, les candidats devront maîtriser les grandes lignes de l'historiographie, les cadres généraux et la chronologie, et connaître des parcours individuels. Pour chaque période, les spécificités de l'Écosse et du pays de Galles, ou encore des populations immigrées comme les Irlandais, devront également être prises en compte, tout comme les circulations d'idées et de pratiques avec le continent européen, les États-Unis, ou l'Empire colonial. Par son étendue à la fois temporelle et thématique, cette question appelle donc à une maîtrise des différents mouvements et de leurs spécificités, ainsi que des multiples tensions et croisements entre ceux-ci. Ils devront donc être étudiés dans leurs interactions respectives (trade-unionisme et radicalisme, radicalisme politique et suffragisme, luttes ouvrières et socialistes, socialisme et anti-impérialisme, par exemple). Les candidats veilleront à éviter l'écueil d'évaluer les mobilisations à l'aune de leurs succès ou échecs supposés, ou de façon téléologique dans la perspective d'une marche inéluctable vers le progrès, l'émancipation ou la démocratie. Chaque mouvement devra être considéré dans son contexte politique, social et économique particulier. Ses caractéristiques culturelles, sociologiques et idéologiques devront être connues, en évitant toute essentialisation ou simplification.

2 – Les États-Unis et l'Amérique latine, de Franklin D. Roosevelt à Barack Obama, 1933-2017

Le sujet proposé porte sur les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine, entre 1933, lorsque Franklin D. Roosevelt érige sa Politique de bon voisinage, renforçant ainsi l'initiative de son prédécesseur républicain,

et 2017, après les efforts de Barack Obama pour normaliser les relations avec Cuba. La période couvre donc trois grands moments historiques : avant, pendant et après la guerre froide. Une attention toute particulière sera portée tout au long de la période étudiée à ce que l'on a appelé « l'arrière-cour » des États-Unis (Mexique, Amérique centrale, Caraïbes), considérée par Washington comme sensible pour sa sécurité, d'où les multiples interventions dans la région. Les flux, légaux ou illégaux (économiques, commerciaux, migratoires), entre les deux zones y sont également historiquement étroits. Par contraste, les relations avec les pays d'Amérique du Sud, de la Colombie au Chili à l'Ouest, du Venezuela à l'Argentine à l'Est, apparaissent plus distantes, et n'occupent une place centrale qu'en cas de menace stratégique, comme ce fut le cas pendant la guerre froide (notamment Chili, Brésil et Argentine) ou, plus tard, dans la lutte contre le narcotrafic (Colombie notamment).

Si Washington détermine le plus souvent la teneur des relations avec l'Amérique latine, nombreux sont les exemples d'initiatives prises par les présidents latino-américains et suivies ou renforcées par les États-Unis. La permanence de la posture stratégique états-unienne sur le long terme, en dépit de variations circonstancielles, sera analysée à partir de plusieurs concepts clés : celui de « *Western Hemisphere* » et d'unicité des Amériques ; les concepts de sécurité, d'hégémonie, d'asymétrie, d'unilatéralisme et de multilatéralisme, de « *regime change* », d'antiaméricanisme, de modernisation, d'interdépendance et, pour la fin de la période, de multipolarité.

D'un point de vue historiographique, on distinguera particulièrement trois écoles : « l'establishment » ou l'interprétation « traditionnelle », qui tend à mettre l'accent sur la sécurité comme principale origine des décisions de Washington ; les « révisionnistes », qui insistent sur la primauté des intérêts économiques et voient la relation avec l'Amérique latine comme impérialiste ; enfin, plus récente, l'approche « internationaliste » s'intéresse à tous les acteurs, états-unis, latino-américains mais aussi, le cas échéant, soviétiques, et relativise le poids de l'hégémon états-unien.

1. Les enjeux sécuritaires et démocratiques

Dominant les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine depuis la doctrine de Monroe (1823), la sécurité marque l'intégralité de la période étudiée. Sous la houlette de Washington, malgré quelques vicissitudes, la coopération élaborée lors de la Deuxième Guerre mondiale (accords de défense et de sécurité, coopération militaire et économique) jette les bases de la future organisation interaméricaine au début de la guerre froide. Les États-Unis mettent alors en place une architecture de sécurité (traité de Rio, Organisation des États américains, traités bilatéraux d'aide militaire, École des Amériques...), puis n'hésitent pas à intervenir, directement ou indirectement, pour démettre tout régime proche de Moscou ou susceptible de le devenir, ou bien empêcher son arrivée au pouvoir. C'est le cas au Guatemala (1954), à Cuba à partir de 1961, au Brésil (1964), en République dominicaine (1965), au Chili (1964-73), au Nicaragua et plus généralement en Amérique centrale dans les années 1980, ainsi qu'à la Grenade (1983). Les ressorts de ces interventions, déterminants intérieurs et extérieurs, processus de prise de décision à Washington, conséquences, seront à considérer. L'intervention au Panama, en 1989, est la seule à ne pas être liée à la lutte contre l'expansion communiste. Si Washington soutient des dictatures militaires peu respectueuses des droits de l'homme mais perçues comme alliées dans cette lutte jugée prioritaire, la promotion de la démocratie, souvent éclipsée par l'anticommunisme, n'est cependant pas absente (Alliance pour le Progrès, politique des droits de l'homme [1975-1980], aide aux mouvements démocratiques). Elle deviendra l'une des priorités de la politique latino-américaine des États-Unis et le cœur de l'action de la communauté cubaine-américaine dans l'après-guerre froide. C'est également au nom d'une vision démocratique des relations interaméricaines que Carter signe les traités cédant à terme la gestion et la défense du canal au Panama (1977). Sur toute la période, on prêtera une attention particulière à la relation avec Cuba dont la Révolution castriste, au pouvoir dès 1959, a conditionné l'essentiel de la politique des États-Unis dans la région, au nom de « Plus jamais d'autres Cuba ».

La chute de l'URSS semble marquer la disparition de la menace exogène dans les Amériques. La lutte contre la production, le trafic de drogue, et la violence afférente devient alors l'un des axes prioritaires de Washington sur le continent et impacte la gestion de la frontière avec le Mexique. Des programmes de sécurité et de « guerre » contre le narcotrafic tels que l'Initiative andine, le Plan Colombie, l'Initiative Mérida et ses déclinaisons, ou CARSI en Amérique centrale, ponctuent toute la période 1989-2017.

La menace extracontinentale réapparaît cependant au XXI^e siècle. Les attentats du 11 septembre amènent à resserrer la coopération en termes de renseignement et d'antiterrorisme ; enfin, la Chine effectue une telle

percée sur le continent qu'elle devient pour les États-Unis un véritable rival stratégique. C'est le retour de la doctrine de Monroe et, pour Washington, un nouveau défi.

2. Relations économiques, développement, politiques migratoires

Ces aspects accompagnent le plus souvent les politiques sécuritaires. Ainsi, le programme migratoire Bracero (1942-1964) permet à l'économie américaine de maintenir sa production pendant l'effort de guerre. Les migrations émanant de pays marxistes ou susceptibles de le devenir sont instrumentalisées. L'exode cubain vers les États-Unis devient ainsi une arme de propagande pendant la guerre froide. Des politiques supplétives sont renforcées ou mises en place pour favoriser le développement, perçu comme facteur de résistance au communisme international (commerce —« *trade, not aid* »—, programmes d'aide, Alliance pour le Progrès, Peace Corps, et plus généralement actions de l'Agence pour le développement international). Dès 1990, des mesures tentent d'aider certains pays via leur population en situation irrégulière aux États-Unis (*Temporary Protected Status*) ; plus tard, Washington élabore une approche holistique pour réduire les flux migratoires, notamment depuis les pays du Triangle Nord (Guatemala, Honduras, Salvador, 2014-2017).

Par ailleurs, les mesures différenciées prises à l'encontre des pays expropriant des compagnies américaines (par exemple Mexique, 1938 ; Guatemala, 1952-54 ; Cuba, 1960-62 ; Pérou, 1968-69 ; Chili, 1970-73) peuvent être interprétées à l'aune du risque politique perçu par Washington.

Pour résoudre les difficultés économiques endémiques de l'Amérique latine, Washington prône la privatisation, la mise en concurrence ainsi que le libre-échange, incarné dès 1992 par l'Accord de libre-échange nord-américain, suivi d'accords bilatéraux (Chili, Colombie, Panama, Pérou) ou régionaux (CAFTA-DR avec l'Amérique centrale et la République dominicaine). Au XXI^e siècle, les Sud-Américains se tournent ostensiblement vers d'autres partenaires, dont la Chine. Les États-Unis « perdraient »-ils l'Amérique latine ?

3. Les acteurs

Rares sont les présidents qui ont mis en place une politique spécifique et structurée à l'égard de l'ensemble de l'Amérique latine, la plupart réagissant au gré des événements, le plus souvent en fonction du contexte international. Outre le président, on prêterait attention à l'influence de certains responsables des affaires latino-américaines, à la Maison Blanche ou au département d'État, ainsi qu'aux différents départements concernés et aux actions de la CIA. On s'intéressera également aux rapports (par exemple Rockefeller, 1969 ; Linowitz, 1974 et 1976 ; Kissinger, 1983) qui ont pu influencer la politique de l'exécutif.

Si l'idéologie des présidents et de leurs conseillers est soumise à de multiples contraintes imposées par les circonstances, il existe des différences notables entre ceux ayant perçu l'Amérique latine principalement au travers d'un prisme sécuritaire, et ceux qui ont tenté une approche holistique (Roosevelt et Kennedy dans une certaine mesure, Carter, Obama). Ces nuances idéologiques seront prises en compte dans l'analyse des relations.

Le système états-unien de pouvoirs et contre-pouvoirs et de démocratie pluraliste conduit également à s'intéresser au Congrès, où les débats permettent d'éclairer les enjeux pour la politique américaine et de révéler le jeu des influences. Le Congrès a pris des initiatives importantes guidant les relations interaméricaines, par exemple en matière d'expropriations, de droits de l'homme, de limites à toute intervention au Nicaragua (1982-1984), de lutte contre le narcotrafic, ou bien à l'égard de Cuba, entravant parfois la volonté de l'exécutif.

Afin de restreindre le périmètre d'étude, on limitera l'analyse aux acteurs états-unien au plus haut niveau politique, essentiellement l'exécutif et le Congrès. Selon les circonstances, des syndicats, des ONG, des fondations, des chambres de commerce, l'Église catholique ou d'autres groupes religieux, pour ne citer que quelques exemples, ont pu influencer l'action gouvernementale, œuvrer avec ou contre elle. Il importe de tenir compte de cette dimension plus complexe, même si elle ne constitue pas le cœur du sujet.

Zone d'influence majeure des États-Unis, où s'exercent tous les ressorts de leur puissance mais aussi leurs faiblesses, l'Amérique latine, « étranger proche », reste étroitement liée à leur histoire politique et sociale. Unissant politique étrangère et déterminants intérieurs, l'étude de ces relations entre Nord et Sud sur le temps long permet de mieux appréhender la réalité et les débats de l'Amérique d'aujourd'hui.

III – Linguistique

1 – Phonologie

Dictionnaires de référence :

- D. Jones (Peter Roach, Jane Setter & John Esling, eds.). *Cambridge English Pronouncing Dictionary*. Cambridge: Cambridge University Press, 2011, 18th edition.
- J. C. Wells. *Longman Pronunciation Dictionary*. London: Longman, 2008, 3rd edition.

2 – Grammaire

Les questions ne s'appuient sur aucun programme spécifique.

ORAL

I – Épreuves à option

Le programme des options A et B est constitué par le programme des épreuves d'admissibilité auquel s'ajoute, pour chaque candidat, le programme ci-dessous correspondant à l'option A ou B, qu'il a choisie au moment de l'inscription :

A – Littérature

1 – Virginia Woolf. *Orlando: A Biography* [1928]. Londres, Vintage Classics Woolf Series, 2016.

2 – David Markson. *Wittgenstein's Mistress* [1988]. Champaign IL, Dalkey Archive, 2023.

B – Civilisation

Le conflit nord-irlandais : vers une paix inachevée ? (1969-2007)

Le conflit nord-irlandais, dont les origines furent multifactorielles (coloniales, politiques, économiques, religieuses et culturelles) et qui fit environ 3800 morts, se solda en 1998 par une paix fragile, suivie d'une dizaine d'années d'incertitudes politiques. Il s'agira ici d'étudier les éléments déclencheurs du conflit, les ressorts des événements marquants, les stratégies et dynamiques politiques et sociales, ainsi que les divergences de points de vue et d'interprétations, dans l'historiographie et les médias. Les enjeux coloniaux, nationalistes, unionistes, politiques et culturels ainsi que les facteurs endogènes ou exogènes sont particulièrement au cœur du débat historiographique. Il faudra également porter une attention particulière à la terminologie employée pour définir les parties prenantes du conflit.

Contextes, chronologie et événements majeurs

L'Irlande du Nord naît en 1921, à la suite de la campagne pour le Home Rule, mais ses contours territoriaux sont incertains jusqu'en 1926. Dès 1922, dans un territoire où coexistent deux tiers de protestants et un tiers de catholiques, le parlement nord-irlandais vote des lois d'état d'urgence (« Special Powers Acts ») tandis que des pratiques discriminatoires contre les catholiques s'instaurent dans les domaines de la politique (découpage électoral partisan), du logement et de l'emploi. Malgré les volontés de réforme du système et les tentatives de normalisation des relations avec la République d'Irlande sous l'impulsion du Premier ministre nord-irlandais Terence O'Neill (1963-69) et du Taoiseach Sean Lemass (1959-66), c'est le mouvement pour les droits civiques (Northern Ireland Civil Rights Association, créée en 1967) qui bouleverse le statut quo et organise des manifestations que les forces de l'ordre (RUC-the Royal Ulster Constabulary, très majoritairement protestant) répriment avec violence. Des émeutes éclatent en août 1969 à Derry puis à Belfast, et donnent lieu à des mouvements de population dans des quartiers de plus en plus ségrégués. Face à une situation qui se détériore rapidement, le Premier ministre nord-irlandais, James Chichester-Clark, demande en 1969 le déploiement de l'armée britannique. Le conflit s'embrase.

Militarisation : 1969-1972

Pour cette première période, qui couvre le déclenchement de la violence, l'on s'attachera à comprendre les événements majeurs qui conduisent à la suspension du gouvernement nord-irlandais à Stormont et la mise en place de l'Irlande du Nord sous administration directe par Westminster en 1972. Les relations jusque-là relativement correctes entre catholiques-nationalistes et l'armée britannique se détériorent à partir du « Falls Curfew » (juillet 1970), tandis qu'est introduit l'internement administratif dans le cadre de l'opération Demetrius mise en place par les gouvernements nord-irlandais et britannique. Le conflit jusqu'alors politique et social se militarise avec l'intervention croissante des paramilitaires et le durcissement des tactiques des forces de sécurité comprenant la police (RUC) et l'armée britannique. La tragédie du Bloody Sunday en janvier 1972 marque un tournant dans le conflit. L'enquête partisane menée à la suite de cet événement (le « Widgery Tribunal ») conduit à un recrutement massif pour l'Armée républicaine irlandaise (IRA-Irish Republican Army), de même que le refus d'enquêter sur le massacre de Ballymurphy en août 1971 par l'armée britannique ou sur des attentats comme celui du McGurk's bar. L'IRA, après une scission en 1969, met en place une stratégie militaire de plus en plus violente et revendique la fin de l'occupation britannique. Parallèlement, les paramilitaires loyalistes (UVF-Ulster Volunteer Force, UDA-Ulster Defence Army) mènent des campagnes contre la population catholique-nationaliste. Au-delà des événements eux-mêmes, il s'agira de comprendre

les raisons politiques et sociales, tout comme les choix stratégiques, qui poussent chaque acteur du conflit à durcir ses positions.

Une résolution semée d'embûches : 1973-1998

La deuxième période est marquée par l'installation d'une guerre longue de faible intensité et par une violence croissante qui mène néanmoins vers un accord politique. On s'interrogera sur la politique menée par le gouvernement britannique : déploiement de l'état d'urgence, internement administratif, procédures pénales d'exception que sont les « Diplock Courts », et le « traitement inhumain » des personnes en garde à vue, selon la Commission européenne des droits de l'homme (CEDH). Parallèlement, la campagne violente de l'IRA s'exporte vers l'Angleterre (attentats à Birmingham et Guildford en 1974, assassinats d'Airy Neave et de lord Mountbatten en 1979), tandis que l'UVF commet des attentats en République d'Irlande (Dublin et Monaghan en 1974, massacre du groupe de rock The Miami Showband en 1975). De nouvelles formes de protestations émergent également pendant cette période : la grève de l'Ulster Workers Council (UWC) en 1974, la grève des couvertures et de l'hygiène dans les prisons entre 1976 et 1980, suivies des grèves de la faim de 1980 et 1981. Les partis au pouvoir ont une influence sur les évolutions : gouvernements travaillistes de Harold Wilson et James Callaghan, gouvernements conservateurs de Margaret Thatcher (mise en place de la criminalisation des prisonniers politiques et Ulsterisation des forces de sécurité), et gouvernements irlandais dirigés par Jack Lynch, Charles Haughey et Garret FitzGerald, qui oscillent entre engagement et distanciation.

Se développent également différentes tentatives d'œuvrer pour la paix, que ce soit sur le plan politique (Accord de Sunningdale en 1973) ou civil (émergence des « Peace People » en 1978). Pour comprendre les tentatives de résolution du conflit aux plans politique et constitutionnel, on étudiera les efforts de restauration des institutions nord-irlandaises entre 1974 et l'Accord du Vendredi saint de 1998 (« Good Friday Agreement » ou « Belfast Agreement »), tout en soulignant les avancées que contient l'accord anglo-irlandais (« Anglo-Irish Agreement ») de 1985. Le changement de stratégie des républicains sous la présidence de Gerry Adams à partir de 1983, alliant lutte armée et dialogue politique (« an Armalite in one hand and a ballot box in the other » selon Danny Morrison), indique que la guerre d'usure ne se soldera pas par une victoire. De même, le dialogue pan-nationaliste entre John Hume (SDLP-Social Democratic and Labour Party) et Gerry Adams (Sinn Féin) enclenche un mouvement vers une résolution politique du conflit. La Déclaration de Downing Street (« Downing Street Declaration ») en 1993 entre les gouvernements britannique et irlandais, suivie des cessez-le-feu des paramilitaires en 1994, accélère la signature de l'Accord de 1998, après d'après négociations encouragées par le gouvernement de Tony Blair et influencées par l'administration Clinton et les aides financières européennes (PEACE programmes).

Vers une société « post-conflit » : 1998-2007

La dernière période permet de réfléchir à ce qu'est la société nord-irlandaise dite « post-conflit ». La mise en place des nouvelles institutions à partir de 1999, avec des ruptures épisodiques, suscite des oppositions parmi les unionistes et nationalistes, notamment sur les mécanismes de partage du pouvoir (« power-sharing »), les propositions de réforme de la police et de la justice, les statuts des ex-prisonniers et prisonnières politiques, le désarmement des groupes paramilitaires (« weapons decommissioning »), ou le sort des victimes. Entre 1999 et 2007, l'Assemblée d'Irlande du Nord et les institutions fonctionnent bon an mal an, avec des ruptures épisodiques et des antagonismes grandissants. Ce n'est qu'en 2007, et après de nombreux pourparlers, que l'Assemblée peut siéger et qu'un nouveau gouvernement est formé par le DUP-Democratic Unionist Party et Sinn Féin, sous le leadership d'Ian Paisley (Premier ministre) et de Martin McGuinness (vice-Premier ministre).

La période révèle les difficultés à allier théorie et pratique du travail de réconciliation, de mémoire et de justice, sujets de dissension entre les partis politiques et au sein du secteur associatif. Se succèdent de manière non coordonnée des commissions (enquête Saville sur le Bloody Sunday), des enquêtes sur la collusion entre les paramilitaires loyalistes et les forces de l'ordre, et des procès individuels.

Approches et thématiques transversales

Le conflit nord-irlandais et le chemin vers une paix fragile seront analysés en prêtant une attention particulière au rôle de toutes les parties prenantes : partis politiques nationalistes et unionistes, paramilitaires républicains et loyalistes, gouvernements britanniques et irlandais.

Les antagonismes politiques seront aussi étudiés à la lumière du travail de terrain mené par le secteur associatif pour rapprocher les communautés les plus divisées, qui se retrouvent souvent dans les quartiers défavorisés. On s'intéressera ainsi aux fractures géographiques et démographiques, au système scolaire qui reste majoritairement ségrégué malgré l'essor initialement timide des écoles dites « intégrées » à partir de 1981, et à l'impact de la politique des relations communautaires depuis les années 1980. Parallèlement, les alliances politiques intercommunautaires, qui se tissent parmi les mouvements féministes et LGBTQ+, ainsi qu'au sein de plusieurs partis et organisations (notamment anarchistes, Communist Party of Ireland, Women's Coalition, People Before Profit, Alliance...), montrent l'importance des questions de genre et de classe dans toutes les phases du conflit et des négociations pour la paix.

Enfin, les enjeux politiques, sécuritaires, sociaux et culturels ci-dessus s'inscrivent aussi, à maints égards, dans une guerre des images, qui mobilise représentations iconographiques et médiatiques. Il sera ainsi nécessaire de réfléchir aux sources à visée propagandiste et à leur impact : peintures murales, médias (britanniques et irlandais), productions artistiques des paramilitaires et de leurs soutiens, sources audiovisuelles produites par le NIO-Northern Ireland Office.

C – Linguistique

a – Commentaire de texte :

Dans son commentaire, le candidat devra traiter un sujet choisi par le jury. Les sujets proposés ne s'appuient sur aucun programme spécifique.

b – Leçon

Dans le cadre du programme ci-dessous, il est demandé au candidat de discuter une ou plusieurs affirmations de linguistes tout en illustrant son argumentation à l'aide d'exemples tirés d'un corpus d'anglais contemporain qui lui sera fourni lors de la remise du sujet. Des connaissances théoriques sont attendues.

La structure informationnelle de l'énoncé

II – Épreuves communes

Lors de la préparation de l'épreuve hors programme en anglais, les candidats auront à leur disposition :

- des dictionnaires unilingues anglais et américain.
- *The Encyclopaedia Britannica* DVD ROM, Ultimate edition, 2015.

N.B. : Les éditions sont données à titre indicatif.